

## Le choc de la guerre à Gaza

L'horreur de la guerre menée par Israël à Gaza a profondément bouleversé nombre de Français, bien au-delà des habituels cercles militants, mais elle a aussi plongé nombre d'entre eux dans un profond désarroi : au-delà même de tout positionnement partisan, « comment une telle chose avait-elle pu devenir possible ? », telle était la question qui revenait de manière récurrente.

De fait, cela renvoyait plus ou moins confusément à un questionnement qui sortait du champ politique traditionnel pour toucher quelque chose qui avait à voir avec une problématique éthique, une certaine idée de ce que pourrait ou devrait être l'humanité.

Les informations fournies, notamment les données géographiques concernant l'échelle du pays (Israël-Palestine, plus petits à eux deux que la Bretagne !) ne faisaient parfois, paradoxalement, qu'ajouter à la confusion. « Comment, sur un territoire aussi petit, les Israéliens pouvaient-ils échapper à l'horreur des crimes, finalement commis sous leurs yeux, et, surtout, comment pouvaient-ils massivement les justifier ? »

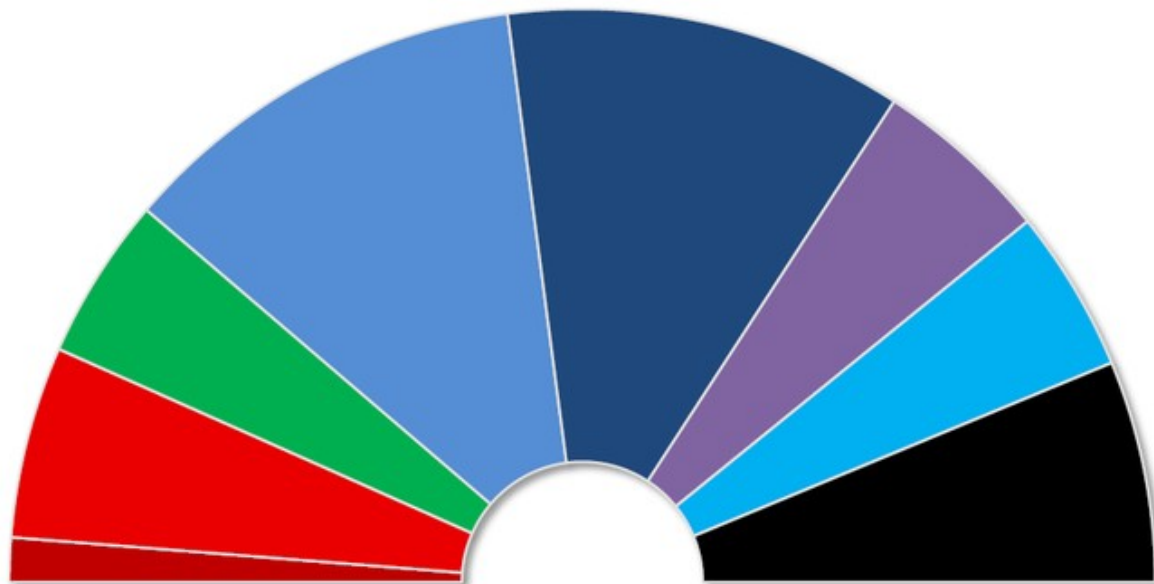
« Je ne comprends pas, je ne comprends tout simplement pas ... C'est pour moi quelque chose d'inconcevable, d'inimaginable ». Telles étaient les paroles que nous entendions souvent dans la bouche de personnes totalement sincères. Propos souvent suivis de : « Il y a pourtant des gens bien en Israël, on ne peut pas non plus caricaturer, diaboliser tout un peuple ... »

Les résultats des élections à la knesset sont tombés : 65% de participation, plus de 80 % des suffrages pour les partis ayant soutenu l'aggression militaire à Gaza (dont plus de 39% pour la droite et l'extrême droite, 23% pour le « centre » 13 % pour les partis religieux et 13% pour la gauche sioniste), le reste étant pratiquement uniquement constitué ... par les votes des Arabes d'Israël ! Nouveau coup de massue.

<b>Résultats des élections législatives du 10 février 2009</b>					
<b>Partis politiques</b>	<b>Votes</b>		<b>Sièges</b>		
	<b>suffrages</b>	<b>%</b>	<b>nb.</b>	<b>+/-</b>	
Kadima (Parti de centre-droit fondé par Sharon)	758032	22,47	28	-1	
Likoud (Droite)	729054	21,61	27	15	
Israel Beytenou (Extrême droite - russe)	394577	11,7	15	4	
Parti Travailliste	334900	9,93	13	-6	
Shass (parti religieux sepharade)	286300	8,49	11	-1	
Judaïsme Unifié de la Torah (parti religieux orthodoxe ashkénaze)	147954	4,39	5	-1	
Ta'al, Liste arabe unie	113954	3,38	4	/	
Union Nationale (Extrême-droite)	112570	3,34	4	4	
Hadash (Front démocratique - PC israélien)	112130	3,32	4	1	
Meretz	99611	2,95	3	-2	
HaBait HaYehoudi (Maison juive - droite religieuse - ex PNR)	96765	2,87	3	3	
Balad, Parti National Démocratique	83739	2,48	3	/	
GIL (Gimlaey Israel Laknesset : les retraité d'Israël à la Knesset)	17571	0,52	0	-7	
Autres	86333	2,56	0	/	

120

Total inscrits	5278985	100
Votes blancs ou nuls	43097	0,82
Abstention	1862398	35,28
Total exprimés	3373490	63,9



## ***Knesset***

*Elections législatives israéliennes de 2009*

■ Énergie [3]	
■ Parti travailliste [13]	— Liste arabe unifiée – Ta'al [4]
■ Partis arabes [11]	— Hadash [4]
■ Kadima [28]	— Balad [3]
■ Likud [27]	— La Maison juive [3]
■ Partis religieux juifs [12]	— Union nationale [4]
■ Shass [11]	— Judaïsme unifié de la Torah [5]
■ Israel Beytenou [15]	

Avec la guerre de Gaza, une ligne rouge a été franchie et il semble désormais évident que plus rien ne sera comme avant.

En Israël même, un véritable séisme s'est produit entre, finalement, une toute petite minorité constituée d'hommes et de femmes « de bonne volonté » et l'hystérie guerrière majoritaire. Du côté palestinien, il semble désormais difficile qu'ils maintiennent une stratégie qui, au fil du temps, leur avait acquis le soutien de la majorité des peuples (en tout cas, s'ils continuent à se heurter au même mur d'inertie internationale, ce qui est malheureusement vraisemblable).

Et nous ?

Il est clair, depuis le début, que ce qui se passe au Moyen Orient est intimement lié à la position de l'Occident : de la création même d'Israël jusqu'à ses derniers actes encouragés par une impunité totale. Nous avons donc collectivement une responsabilité et, moralement, le devoir d'agir.

En même temps, nous devons veiller à garder une position juste, non pas au sens de tiède ou « équilibrée », mais juste au sens de réaliste, pragmatique et éthiquement correcte.

Alors, comment mener cette lutte de la manière la plus juste qu'il soit ?

Évidemment, il n'est pas question de parler à la place des premiers concernés. Toutefois, nous aurons à définir notre propre ligne de conduite. On ne peut pas faire l'impasse sur une réflexion de fond.

Le préalable me semble être de bien considérer que toute société humaine, parce que précisément elle est humaine, contient en elle d'extraordinaires potentialités constructives mais aussi dévastatrices, que les choses ne se mettent jamais en place par hasard (surtout pas au nom d'une supposée malignité intrinsèque à telle ou telle société !) et qu'il y a toujours, à l'origine des mécanismes.

Saisir ces mécanismes, leur déroulement dans le temps, ce qui les a rendu possibles (y compris chez les spectateurs que nous sommes) et identifier leurs auteurs me semble fondamental.

Nous devons faire le clair là-dessus en commençant par affronter les illusions et les fantasmes qui nous ont aveuglés et nous ont sûrement empêchés, dans nos actions militantes, d'alerter plus précisément l'opinion publique.

Une de ces illusions majeures était le mythe des « deux Israël », l'un pacifique, l'autre belliciste, à part égale. Même si ce rêve pouvait faire du bien à notre conscience, c'est une énorme erreur. Pour bien comprendre ce qui s'est mis en place, il faut avoir le courage de regarder les choses en face et notamment de regarder la réalité de la gauche israélienne.

Depuis des années, les Palestiniens et la toute petite minorité qu'on qualifie de « gauche radicale israélienne » ne cessaient de nous mettre en garde, parlant de montée du racisme, voire de fascisation de la société israélienne. Nous n'avons pas voulu entendre. Et nous en sommes là aujourd'hui (enfin, surtout le peuple palestinien parce que, nous, pendant que nous dissertions sur « le camp de la paix » en Israël, confortablement assis dans nos salons, nous ne prenions pas de bombes au phosphore sur la gueule et nos enfants ne mouraient pas sous nos yeux !)

Comme le dit le réalisateur Avi Mograbi : « Nous ne parlons plus que notre propre langage et c'est celui de la force physique, de la violence. La langue du dialogue et de l'amitié s'est perdue ».

A nous, Français, de méditer aussi sur notre attitude passée ...

## Quels alliés choisir ?

**Pour tout homme de bonne volonté, connaître aujourd'hui les voix israéliennes dissidentes est indispensable afin de les distinguer du chœur colonial, coupable soit directement, soit indirectement, des crimes de guerre commis et pour avancer vers une solution de paix et de justice au Moyen Orient.**

Concernant les partis de droite, les choses sont, somme toute, assez simples.

Par contre, vu d'Europe, cela semble bien plus complexe concernant ce qu'il est convenu d'appeler la gauche israélienne et « le camp de la paix ».

## Israël n'est pas la France.

L'erreur commise le plus communément est, tout d'abord, de calquer notre vision de l'échiquier politique du Moyen Orient, et d'Israël en particulier, sur ce que nous connaissons en Europe et tout particulièrement en France.

On pouvait jusqu'à présent (même si cela est aussi en train de bouger ici !) penser que la ligne de démarcation entre la droite et la gauche françaises ne se faisait pas sur une opposition concernant les valeurs proclamées dans la Constitution (à savoir l'égalité, la démocratie et la justice en droit) mais sur leur mise en œuvre. En effet, à part les partis d'extrême droite, personne ici n'osait affirmer haut et fort la nécessité de traitement différencié des citoyens en fonction de leur origine ethnique, par exemple. C'était là, jusqu'à présent, une ligne rouge que personne n'osait franchir (en tout cas, dans les discours officiels). Le débat politique français se faisait autour de la mise en œuvre de la justice sociale et de la solidarité et le clivage politique, depuis de nombreuses années, divise en gros la société en deux.

Or, cette analyse n'est pas transférable à Israël pour plusieurs raisons : si, certes, il y a une démocratie formelle sous la forme de liberté d'expression, si certes, il peut y avoir débat sur les questions de justice sociale, les valeurs éthiques de base, ayant pu faire le consensus en France, ne sont pas celles qui prévalent en Israël. Ainsi en est-il de l'égalité et de la justice qui peuvent, de manière tout à fait officielle, être traitées différemment, selon l'origine juive ou arabe du citoyen (que ce soit en matière de permis de construire ou de traitement des fonctionnaires par exemple). Ne parlons pas des Territoires occupés !

Accorder des labels de respectabilité en Israël à travers la lunette déformante de nos propres références reviendrait à se positionner dans le rôle d'un Candide montagnard qui décernerait un diplôme de guide à un marin proposant de piquer son piolet dans la masse de l'océan ... pour avancer plus vite ! Le socle n'est pas le même et il serait temps d'apprendre à déplacer le curseur de lecture afin de quitter la vision

romantique des choses pour aborder –enfin !- la réalité réelle ... et non pas virtuelle ! Les hommes ne sont en effet pas tels qu'on les rêve ...

## **Il n'y a pas deux Israëls.**

Il s'ensuit souvent, de cette erreur de choix dans les axiomes de base, une appréciation totalement erronée des rapports de force politiques qui voudrait qu'il y ait deux Israëls : l'un pacifique, l'autre guerrier (sous entendant par là même une sorte de rapport de forces à la française : fifty-fifty, gauche « pacifiste » et droite « militariste et belliciste » !). Or, pour pouvoir parler de deux Israëls, il faudrait qu'il y ait une masse d'opposants suffisamment importante pour être significative. Si cela a pu sembler être le cas, par exemple au moment de la première guerre du Liban avec l'influence de Shalom Arshav, cela n'est plus du tout le cas au moins depuis 2000. Il n'y a malheureusement qu'à regarder les résultats des dernières élections !

Vouloir se cramponner à un rêve de société équilibrée (au motif qu'il y a des bons et des méchants des deux côtés) est une aberration philosophique consistant à confondre idéal et réalité. C'est aussi, et surtout, une faute politique grave car elle conduit à exonérer de toute responsabilité certains complices d'une politique criminelle et à différer, d'autant, toute possibilité d'action et, donc, de progrès réel. Et cela, au seul motif qu'ils se targueraient de mots de référence ... qui ont pour nous un tout autre sens !

## **Passer d'une approche morale à une lecture géopolitique du mot « Paix ».**

Ainsi en est-il du mot « paix » qui, faisant l'unanimité, est dans notre inconscient collectif, toujours plus ou moins assimilé à ces grandes figures de la résistance française qui associaient lutte nationale, lutte antifasciste et antiraciste et justice sociale (cf : le programme du Conseil National de la Résistance). Ainsi, en France, pour la majorité des militants sincères, le mot « paix » est-il associé, forcément, au respect des droits de l'homme (et pas seulement à l'arrêt des combats). Il en découle donc pour nombre d'entre nous qu'il suffit qu'un quelconque personnage politique dans le monde y fasse référence, pour qu'aussitôt, il soit considéré comme un allié potentiel, comme si partout et de toute éternité, les mots devaient avoir le même sens politique (oubliant d'ailleurs, par là même, qu'en France aussi s'était, en son temps, déroulé un combat idéologique violent à la Libération).

Le fait, par exemple, que contrairement aux années 90, très peu de réels opposants à la politique israélienne fassent encore référence dans leurs appels à la « paix » aurait de quoi nous interpeller si nous étions un tant soit peu attentifs. Alors, de quoi parlent-ils donc ? Ils condamnent tout simplement l'occupation avec la plus grande fermeté.

Faute d'avoir une connaissance minimum de la réalité du terrain, le risque est donc grand de se tromper d'allié.

## **Voulons-nous à tout prix protéger notre image ou être réellement efficaces ?**

Et, même quand de réels alliés sont découverts dans la société israélienne, il nous est tellement moralement insupportable (au nom de notre antiracisme) d'accepter qu'ils soient ultra minoritaires qu'on a souvent tendance à exagérer leur taille et leur force. C'est un peu comme si, en 1914, sous prétexte de ne pas être francophobes, on avait qualifié la société française de « pacifique » ... au motif qu'il y avait un certain Jean Jaurès !

Accepter de voir la parfois triste réalité n'enlève aucun mérite aux quelques milliers de résistants pour les droits de l'homme, bien au contraire !

Accepter d'ouvrir les yeux n'enlève rien au respect que l'on peut avoir de tous les peuples, bien au contraire : les traiter à égalité, considérant qu'ils sont tous capables, potentiellement, des plus belles choses mais aussi des pires dérives c'est reconnaître leur humanité. C'est bien là la problématique universelle posée par exemple par Avi Mograbi dans son film Z 32. (Nous aussi, rappelons-nous en, nous avons quand même quelques larges taches sombres, très sombres même, dans notre histoire ...)

Quand nous nous cramponnons, par exemple, à l'idée que seule l'extrême droite israélienne peut être favorable au principe de l'épuration ethnique, nous nous voilons tout simplement la face car cette réalité est tellement terrible que nous craignons, en la reconnaissant, d'alimenter un antisémitisme impardonnable. L'intention peut être moralement louable mais le problème est qu'elle conduira exactement à l'inverse car nous ne sommes pas seuls au monde, que d'autres connaissent la « réelle réalité » (et souvent mieux que nous !) et ne manqueront pas d'en conclure que, décidément, il suffit d'être juif pour que tout soit pardonnable. La seule position éthiquement et politiquement acceptable (y compris pour lutter contre l'antisémitisme) est de ne pas donner de chèque en blanc au nom d'une quelconque parenté de gauche ou de droite molle, de tout vérifier sur pièces et d'utiliser toutes ses forces non pas pour tenter de masquer l'injustifiable mais, au contraire, pour aider les réels opposants à la politique israélienne menée.

Et ce soutien ne peut passer que par une certaine radicalité (car, s'il peut y avoir des discussions sur les calendriers de mise en œuvre d'une solution politique, il ne saurait y avoir de concessions sur les valeurs et les principes). Radicalité n'est pas extrémisme.

## **L'épouvantail des extrémismes.**

Concernant le conflit israélo-palestinien, on nous a rabattu les oreilles du fait que la situation serait due à « des extrémistes de tous bords ». Mais, si tel était le cas, comment se fait-il que nous ne soyons pas, déjà, en situation de Paix puisque, par définition, les « extrémistes » seraient minoritaires ... et qu'Israël est une grande démocratie ?!

Non, malheureusement, le problème vient entre autres du fait que depuis 2000, cette force intermédiaire classique que représentait la gauche sioniste en Israël (et avec laquelle les Palestiniens ont pu imaginer des compromis possibles) a opté pour le consensus national au détriment des valeurs : tout plutôt que la fin de l'union nationale, tout plutôt que la fin de la loyauté inconditionnelle à l'armée (les critiques pouvant se faire à la marge, sur la forme, guère sur le fond).

Quand la majorité d'un peuple a été formatée à tel point qu'il ne peut concevoir quelque concession que ce soit que comme une atteinte à sa vie, alors l'ethnicisation n'est pas loin, la guerre devient totale, il n'y a plus de place pour les compromis, c'est « eux ou nous ». Il n'est que de voir les réactions aux bombardements de Gaza en Israël pour voir que le glissement est largement amorcé.

## **Un espoir cependant ?**

Etre pragmatique signifie prendre en considération la situation réelle à un moment donné, sans se bercer d'illusions, mais pas, pour autant, considérer qu'elle est définitive.

A ce titre, il est important d'être attentif aux frémissements et aux nuances, aussi infimes soient-elles.

Un des fondements de l'humanité étant son libre arbitre, il ne faut pas négliger les sursauts, même individuels et même noyés dans l'union sacrée, qui peuvent conduire aujourd'hui certains Israéliens à dire, quelque qu'ait pu être leur positionnement récent : « Non, là, nous sommes allés trop loin ».

Et pour les autres, il faut enfoncer le clou. C'est-à-dire ne pas les laisser usurper une attitude de pseudo ouverture mais les mettre devant leurs responsabilités.

Là, les nuances sont importantes : bien sûr, nous n'irons pas perdre notre temps à essayer de convaincre les partisans de Lieberman !

Nous avons des alliés, fort peu nombreux malheureusement, et nous devons les connaître.

Il y a, par ailleurs, une masse d'Israéliens dont l'attitude présente est ignoble mais dont nous savons que nous pouvons peut-être la faire changer ... pour peu que, nous-mêmes, nous fassions face à nos responsabilités en exerçant les pressions nécessaires !

Comme pour un enfant récalcitrant, la sanction juste et expliquée peut être formatrice. Le fait de fermer les yeux et de laisser régner l'impunité totale n'a jamais été constructif.